Moins de réglementations – plus de responsabilité individuelle

Berne, le 11 janvier 2017

Communiqué de presse

Moins de réglementations – plus de responsabilité individuelle

Saisir les opportunités de la digitalisation

Le Conseil fédéral veut saisir les opportunités de la digitalisation. C'est la raison pour laquelle il a approuvé aujourd'hui le rapport concernant les conditions-cadre pour l'économie numérique. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux salue la volonté du Conseil fédéral d'utiliser l'énorme potentiel économique qu'offre la digitalisation pour renforcer la place économique suisse. Nous exigeons également qu'il en profite pour déréglementer de manière conséquente tous les secteurs concernés et qu'il se tienne à son annonce de ne pas édicter de nouvelles lois pour les acteurs de l'économie de partage. Nous prenons également connaissance de la décision du Conseil fédéral concernant l'initiative pour des multinationales responsables.

La digitalisation bat son plein. Elle offre de nombreuses chances, à condition que nous définissions les bonnes conditions-cadre libérales. En novembre dernier, les délégués du PLR ont adopté à l'unanimité le papier de position « [Opportunités de la digitalisation](#) ». Ce dernier présente clairement la position du PLR à ce sujet. Nous y proposons plusieurs solutions, afin que notre société et notre économie disposent des conditions-cadre nécessaires pour maîtriser avec succès les défis et les chances de cette 4^{ème} révolution industrielle. Le PLR souhaite que la Suisse reste parmi les meilleurs sur la scène internationale et qu'elle utilise le potentiel de la digitalisation pour renforcer la place économique de notre pays. Nous saluons notamment les efforts du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann dans ce domaine visant à préparer la place économique suisse à l'avenir.

Saisir les opportunités de la digitalisation

Au lieu de renoncer « en l'état » à des lois supplémentaires, nous exigeons que des conditions-cadre libérales soient activement et rapidement élaborées. Il est également nécessaire de réduire les réglementations étatiques et de renforcer l'autoréglementation grâce à la compétitivité. Nous saluons particulièrement qu'un « test lié à la numérisation » soit effectué, sous la direction du Département de l'économie, visant à exposer au Conseil fédéral, quelles dispositions légales entravent la digitalisation. Nous appelons le Conseil fédéral à agir de manière résolue. S'il ne le fait pas, nous courons alors le risque de rater la correspondance lors de ce développement très dynamique. Cela signifierait une régression conséquente pour notre pays. Il est de même important que la réduction réglementaire ait lieu dans tous les secteurs et qu'il se fasse en faveur des branches actuelles et nouvelles. Cela concerne en premier lieu nos PME, qui sont les entreprises qui souffrent le plus des réglementations désavantageuses face aux acteurs internationaux. Nous devons libérer la voie aux innovations de demain là où les lois et les ordonnances bloquent aujourd'hui la route du progrès.

Agir selon le principe de responsabilité individuelle au lieu d'introduire de nouvelles réglementations

Le Conseil fédéral a également décidé aujourd'hui de rejeter l'initiative « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement » (initiative pour des multinationales responsables). Le PLR prend connaissance de cette décision. Nous soutenons le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme et des normes environnementales. Cela doit se faire selon les principes internationaux et de manière multilatérale. L'économie doit respecter les normes internationales, mais cela ne nécessite pas de réglementation bureaucratique nationale. Par conséquent, le PLR refuse les exigences qui ne tiennent pas compte de ces normes. Faire cavalier seul ne serait pas avantageux pour la Suisse, ne ferait qu'entraver davantage l'économie suisse et l'attractivité de la place économique. De plus, de telles mesures feraient croître la bureaucratie et coûteraient des emplois. La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est efficace lorsque les Etats, les entreprises et les ONG travaillent et qu'elle résulte de la volonté propre des entreprises.

Moins de règlementations – plus de responsabilité individuelle

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts

- › Fathi Derder, conseiller national, 079 469 61 48
 - › Olivier Feller, conseiller national, 079 658 31 92
 - › Christian Lüscher, conseiller national, 079 355 37 52
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Arnaud Bonvin, porte-parole romand, 079 277 71 23
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.